

**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Rémi ASSIE, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

**Taxe foncière sur les propriétés bâties - Institution d'un abattement pour les
commerces dont la surface principale est inférieure à 400m² non intégrés à un
ensemble commercial**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La diversité et la vitalité des commerces de proximité et le dynamisme de la vie des quartiers sont des enjeux importants pour la Ville de Montpellier. De nombreuses mesures ont été adoptées afin de soutenir la revitalisation commerciale et dynamiser l'attractivité de la commune. En outre, les manifestations liées au mouvement national des « gilets jaunes » au cours de l'année qui vient de s'écouler ont perturbé l'activité commerciale et entraîné des baisses de fréquentation et de chiffre d'affaires parfois substantielles.

L'article 1388 quinquies C du Code Général des Impôts permet aux collectivités territoriales d'adopter un abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les magasins et boutiques dont la surface principale est inférieure à 400 m² et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial.

Afin de soutenir les actions de revitalisation et de dynamisation des commerces de détail de la commune, il est proposé d'instituer cet abattement à hauteur de 6%.

Pour bénéficier de cet abattement, les magasins et boutiques au sens de l'article 1498 du Code Général des Impôts dont la surface principale est strictement inférieure à 400 m² et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial doivent respecter le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 à 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'instaurer un abattement de 6 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des magasins et boutiques au sens de l'article 1498 du code général des impôts dont la surface principale est inférieure à 400 mètres carrés et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christophe COUR, Mme Véronique DEMON, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190927-100311-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/10/19
Réception en Préfecture : 09/10/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.